



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Somme
Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale

PRÉFET DE LA SOMME

Bureau de l'Administration
Générale et de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société GSM à CAYEUX SUR MER
Carrière de sable et galets
Abrogation de la mise en demeure du 18 décembre 2015

ARRETE DU 12 FEV. 2016

Le Préfet du département de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment les livres V des parties législatives et réglementaires relatifs aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER Préfet du département de la Somme ;

Vu le décret du 6 août 2013 nommant Monsieur Jean-Claude GENEY, administrateur civil, sous préfet d'Abbeville ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 février 2016, chargeant Monsieur Jean-Claude GENEY, sous préfet d'Abbeville, de l'intérim des fonctions de secrétaire général de la Somme du 8 février 2016 au 12 février 2016 inclus ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 26/04/2011 à la société SAS GSM pour l'exploitation d'une carrière de sable et galets sur le territoire de la commune de Cayeux sur Mer, à l'adresse suivante : lieux-dits « pointe du Hourdel », « Amarrage », « Trous à huîtres », « Galets du Hourdel », « Enclos neuf », « les Granets » et « Terres à Racques », concernant notamment la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du 4 février 2016, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté le 25 janvier 2015 ⁶ que l'exploitant a respecté la mise en demeure du 18 décembre 2015 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme,

ARRETE

Article 1 :

Les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 18 décembre 2015 délivré à la société GSM, pour sa carrière située à CAYEUX SUR MER sont abrogées ,

51 rue de la République - 80020 Amiens cedex 9 - Tél. : 03 22 97 80 80 - Télécopie : 03 22 97 82 14

Internet : www.somme.pref.gouv.fr - courriel : pref-environnement@somme.gouv.fr

Horaires d'ouverture du bureau du lundi au vendredi de 9 h à 11 h 45 et de 14 h 15 à 16 h 00

Article 2 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif par l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le maire de la commune de CAYEUX-SUR-MER, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Picardie et l'inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GSM.

Amiens le 12 FEV. 2016

Pour la Préfète et par délégation
Le Sous-Préfet d'Abbeville
Secrétaire Général par intérim,



Jean-Claude GENEY